

Les socialistes réclament des mesures pour le pouvoir d'achat

Conseil général

Le conseil général s'est réuni vendredi sous la présidence de Patrick Devedjian pour débattre des orientations budgétaires sur fond de crise. Ces dernières sont centrées sur le plan de relance départemental financé grâce à un effort d'investissement supplémentaire de 100 millions d'euros et contrebalancé par une maîtrise plus grande des dépenses. Seules celles consacrées au volet social seront augmentées de 3 à 5 % pour financer la mise en place en juin du RSA, le revenu de solidarité active. Après l'exposé détaillé des grandes lignes du budget par Jean-Claude Caron, l'opposition est passée à l'attaque. « Le plan de relance départemental ne répond pas à l'urgence, c'est-à-dire au pouvoir d'achat », a critiqué Catherine Margaté, conseillère générale PCF de Malakoff, en listant les propositions pour l'améliorer : création d'une bourse pour les collèges, prise en charge de la moitié de la carte Imagine R et la carte améthyste rendue accessible aux personnes âgées à partir de 60 ans. Le communiste Jacques Bourgoïn, maire de Gennevilliers, a demandé au nom de son groupe que « le logement soit la priorité du budget d'investissement ». Il a réclamé la construction de 5 500 logements sociaux par an et une vraie politique de résorption de l'habitat insalubre.

Diminution du budget jeunesse et sports

Le communiste Patrick Alexanian de Bagneux a demandé, quant à lui, l'arrêt de la diminution du budget jeunesse et sports, passé de 18 à 8 millions d'euros en quatre ans. La chef de file du PS, Michèle Canet, a dénoncé, elle, « une liste de voeux pieux qui ne sont que le bilan ou le prolongement d'actions déjà programmées depuis un certain temps. Ce plan de relance n'est pas à la hauteur des enjeux auxquels notre département est confronté. Vous n'affichez pas suffisamment de volontarisme et d'ambition pour répondre à la situation extrêmement difficile que nous vivons », a-t-elle lancé à l'attention de Patrick Devedjian. Vincent Gazeilles (les Verts), de Clamart, a critiqué le choix du tout-routier et regretté que des pistes telles que le soutien à des transports autres ou la colocation solidaire n'aient pas été envisagées. Le socialiste Pascal Buchet a regretté que le conseil général n'ait pas eu davantage recourt à l'emprunt, ce qui aurait notamment pu permettre d'aider les communes.

Jean Sarkozy, patron de la majorité départementale, s'est félicité quant à lui de « la gestion passée qui a permis de dégager une marge de manoeuvre et d'éviter ainsi une hausse soudaine de la fiscalité ». Le vote du budget aura lieu le 27 mars et les Altoséquanais seront fixés sur le taux des taxes à cette occasion.

Christine Henry

Tous droits réservés :Le Parisien

9A9A1123E8D68AC78B6902351482BF5C607B67C1